

Loi anti-inflation

Nous avons découvert que le ministre du cabinet originaire de ma province avait maintenant atteint le moment de sa carrière où il préfère se promener à dos de chameau en Égypte plutôt que de s'occuper des chômeurs du Cap-Breton. Si quelque doute subsistait encore à cet égard, ils ont été dissipés quand il a dit lors d'une assemblée récente de Libéraux à Halifax qu'ils ne devaient porter que peu ou pas d'attention à mes efforts ou à ceux du député de Cape Breton-East Richmond (M. Hogan) en vue d'obtenir de meilleures conditions pour le Cap-Breton. Il semble qu'ils doivent s'en remettre à lui qui, dans son nouveau rôle de globe-trotter, essaie d'imiter le premier ministre de la Nouvelle-Écosse qui manifestait à peu près la même préoccupation et se promenait en Extrême ou au Moyen Orient en distribuant des largesses, des subventions et des prêts à long terme de 50 ans à bas taux d'intérêts.

Si nous nous séparions de la Confédération, peut-être pourrions-nous demander l'aide à l'étranger et peut-être alors obtiendrions-nous l'attention que nous souhaitons, parce que si on examine l'aide à l'étranger qui est accordée sous forme de subventions et des prêts échelonnés sur 50 ans à bas taux d'intérêt, on constate qu'il est très facile pour ces pays étrangers d'obtenir de l'aide de notre gouvernement.

Le cynisme des habitants du Cap-Breton est à peu près le même que celui des 15 à 20 mille manifestants qui, sur la Colline aujourd'hui, ont fait abstraction de leur chèque de paie, pour donner leur appui au CTC dans ses appréhensions au sujet de la mesure, souci qui s'est révélé logique, soutenu, responsable et constructif.

Rien dans le bill C-73 ou le bill C-89 ne protège les salariés de la nation. Depuis le peu de temps qu'on l'applique, il est déjà prouvé que le seul bénéficiaire en sera la nouvelle armée de fonctionnaires qui interviendront plus que jamais dans la vie des Canadiens. Oui, la société juste est juste pour eux, mais ils ont pour fonction de placer un nombre élevé de ceux qui font un travail rémunéré dans les rangs des chômeurs de la nation. C'est bien la dernière chose que nous puissions nous permettre aujourd'hui, mais c'est que nous avons et continuerons d'avoir au fur et à mesure que ce cancer tendra ses tentacules plus avant dans tous les aspects de la vie de la nation, comme l'a signalé le député de Qu'Appelle-Moose Mountain.

Je songe à la société nouvelle à laquelle le premier ministre a fait allusion dans ses élucubrations philosophiques de fin d'année ou dans ce que d'aucuns appellent ses rêveries; je n'en veux absolument pas. Mes commettants n'en veulent absolument pas et, à ce que je peux voir, les Canadiens non plus.

Des voix: Bravo!

M. Muir: Le gouvernement a bloqué les salaires, mais pas les prix, comme ont pu le constater tous les Canadiens qui ont un brin de cervelle.

Voici le langage que tient le premier ministre aux Canadiens: «Vous avez eu une orgie d'achats! Vous avez dépensé sans plus de retenue qu'un marin en bordée. Vous devez modérer, vous serrer la ceinture». Il rejette toute la responsabilité sur les Canadiens. Le député de Cumberland-Colchester-Nord (M. Coates) a donné quelques exemples de dépenses des ministres et du premier ministre. Le premier ministre et son gouvernement ont-ils restreint leurs dépenses depuis 1968? Non. Que le premier ministre et son gouvernement commencent par donner l'exemple. Je dis aux gouvernementaux, et je pense que les députés s'en souviendront, que la faute est également imputable à leur ancien confrère, John Turner, qui les a accompagnés pen-

dant des années, qui a accepté les programmes insensés qui nous ont mené au marasme actuel. Pour l'amour de Dieu, que le gouvernement se mette au boulot et qu'il nous sorte rapidement de l'impasse, même si le whip libéral ne fait que gémir faiblement.

[Français]

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, malheureusement, il ne me reste que quelques minutes, et comme un bon frère, j'avais consenti avec mon homologue du parti progressiste conservateur de laisser parler un autre progressiste conservateur immédiatement avant moi, mais il reste que je vais faire mon possible pour dire ce que j'ai à dire dans le temps qui me reste.

Monsieur le président, il me fait plaisir de prendre la parole à ce stade-ci du débat sur le bill C-89, qui est actuellement à l'étude. Ce projet de loi contient certaines dispositions qui permettent à ceux qui se trouvent lésés par l'application de la loi anti-inflation, le bill C-73, d'interjeter un appel à un organisme impartial. Le bill C-73, qui nous a été présenté l'automne dernier, et qui est maintenant une loi, a eu pour effet de contrôler les salaires pour une période de trois ans ou plus. Cependant, le gouvernement actuel a admis en dépit de toutes nos revendications, la croissance des sociétés, des multinationales, des taux d'intérêt, des prix de l'alimentation, dans les communications, dans les spéculations et dans l'énergie.

Une question me vient à l'esprit: Qui a causé l'inflation? Si l'on jette un coup d'oeil sur les statistiques, on s'aperçoit que de 1970 à 1974, l'augmentation des revenus du travail au Canada est passée de 46.7 à 75.9 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 62.6 p. 100. En ce qui concerne l'augmentation de la masse des bénéficiaires, elle est passée de 7.5 à 18.3 milliards de dollars, d'où une augmentation de 138 p. 100. Pour ce qui est de l'augmentation de l'intérêt, elle est passée de 3.4 à 7 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 104.6 p. 100.

En 1972, la moyenne du salaire hebdomadaire du travailleur canadien était de \$108.13; deux ans plus tard, soit en 1974, elle est passée à \$105.50, et cela à cause de l'inflation. Et en 1975, tous les travailleurs qui veulent reprendre le niveau de vie se voient contraints par une loi injuste, soit le bill C-73. Monsieur le président, il s'agit d'une loi très mal acceptée, une loi qui est au détriment des travailleurs et qui ne protège pas la classe ouvrière. Le jour où le gouvernement respectera et protégera l'être humain plutôt que le capital et les profits, il n'y aura plus d'inflation. Et à ce moment-là, ce sera plus agréable de vivre; il y aura moins de drogues, de meurtres, plus de franchise et plus d'entraide.

Monsieur le président, si le gouvernement change ses objectifs, son application des lois pour qu'elles soient justes pour l'ensemble de tous les Canadiens, je suis persuadé que la situation s'améliorera. Et la situation s'améliorera en stimulant quoi? La production. Et pour améliorer la production, il faut nécessairement produire davantage. Et pour produire davantage, il faut travailler nécessairement plus fort.

● (2150)

Il y a plusieurs solutions à ce problème, plusieurs solutions capitalistes, qui sont plus ou moins valables, mais pour un créditiste comme moi, il n'y a qu'une seule solution.

Une voix: Précisez!